



Attestation d'assurance - CONTRAT ARTIBAG
Assurance de Responsabilité Civile et Responsabilité Civile
Décennale Obligatoire

Le souscripteur

Nom/raison sociale : LOBRY JORDAN
Adresse : 45 RUE MARYSE BASTIE
Code Postal / Ville : 95220 HERBLAY
Téléphone :
N° SIRET : 840326045
Numéro de contrat : AIBG00000609
E-mail :

Votre intermédiaire

Nom : AGN ASSURANCES
Adresse : 10 RUE DE PENTHIEVRE
Code Postal / Ville : 75008 PARIS 08
Tél : 01 82 28 33 61
Email : vincent.gauthier@agn-assurances.fr
Code intermédiaire : 274

ASSUREURS

Assureur : Responsabilité Civile Professionnelle et Décennale « ARTIBAG » :
LA PARISIENNE ASSURANCES / WAKAM, Compagnie d'Assurances, Société Anonyme au capital de 4 514 512 €. Siège social : 120-122 rue Réaumur - 75002 PARIS, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 562 117 085

L'assureur atteste que le Souscripteur désigné ci-dessus, a souscrit un contrat d'assurance de Responsabilité Civile et Responsabilité Civile Décennale obligatoire « ARTIBAG » sous le numéro AIBG00000609 à effet du 09/12/2020.

Période de validité de l'attestation : 09/12/2022 au 08/12/2023.

ACTIVITES GARANTIES

Les garanties, objet de la présente attestation, s'appliquent aux activités professionnelles ou missions suivantes dont le périmètre est repris au titre de l'annexe faisant partie intégrante de l'attestation :

| N° | Libellé(s) |
|----|------------|
| 14 | Couverture |

Conformément à la nomenclature des activités « Nomenclature des activités ARTIBAG » Rèf. ARTIBAG nomrcd-202105-2.

Ces activités sont réalisées dans le cadre de marchés d'entreprise : en tant que locateur d'ouvrage ou sous-traitant, l'assuré est titulaire d'un marché de travaux qu'il exécute lui-même ou avec son propre personnel, et pour lequel il peut accessoirement faire appel à des sous-traitants **sauf pour les métiers : étancheur, démolisseur, piscinier, installateur d'échafaudage, spécialiste du traitement de l'amiante.**

Les travaux accessoires ou complémentaires détaillés pour chacune des activités dans la nomenclature ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. **A défaut, ces travaux seront réputés non garantis.**

AIRBAG courtier grossiste, inscrit à l'ORIAS sous le numéro 19 006 751 - siège social : 15, avenue Edouard Belin 92500 Rueil-Malmaison, marque de LSA Pro, SAS au capital de 100.000 €, RCS Nanterre n° 853 221 851.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : voir activités garanties ci-dessus.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une couverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des Assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine à l'exclusion des DROM-COM.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état y compris honoraires déclarés par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 15 000 000 € par chantier.
- Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles Professionnelles acceptées par la C2P(1) ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P(2)

Pour les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- D'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique (DTA), ou d'un Avis Technique (ATEC), valides et non mis en observation par la C2P(3)
- D'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- D'un Pass'Innovation « vert » en cours de validité

1. Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

2. Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (regledelart-grenelle-environnement-2012.fr).

3. Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Responsabilité Civile Décennale des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

• Montant de la garantie :

- En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
- Hors habitation : le montant de la garantie couvre le cout des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maitre d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
- Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

• Durée et maintien de la garantie :

la garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Responsabilité Civile Décennale des ouvrages non-soumis à l'obligation d'assurance :

Dans le cadre de la garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance conformément à l'article L 243-1-1 du Code des Assurances, ce contrat couvre les dommages portant atteinte à la solidité de l'ouvrage.

Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût global des travaux tous corps d'état HT y compris maîtrise d'œuvre, n'est pas supérieur à 1 000 000 €. Cette garantie est gérée selon le régime de la répartition.

Responsabilité de nature Décennale en qualité de sous-traitant :

Sa responsabilité de sous-traitant couvre le paiement des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du Code civil, pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception.

Responsabilité Civile hors responsabilité Décennale :

Pour les marchés d'entreprise, en tant que locateur d'ouvrage ou sous-traitant, titulaire d'un marché de travaux que l'assuré exécute lui-même ou avec son personnel, et pour lequel il peut accessoirement faire appel à des sous-traitants.

TABLEAU DES GARANTIES Assurance Responsabilité Civile Professionnelle et Décennale - La compagnie : La Parisienne Assurances / WAKAM

Franchise par sinistre fors Faute Inexcusable : 1 000 €
Franchise Faute Inexcusable : 1 000 € par préposé victime

RESPONSABILITE CIVILE ET DECENNALE DES OUVRAGES SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE

| Nature de garantie | Plafonds de garantie |
|--|--|
| Responsabilité Civile Décennale du locateur d'ouvrages | Coût total des réparations pour ouvrages à usage d'habitation*. Coût total des travaux pour ouvrages à usage autre que d'habitation, dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du Code des assurances*. |
| Responsabilité civile décennale en tant que sous- traitant en cas de dommages de nature décennale | 2 000 000 € |

RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE DES OUVRAGES NON SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE

| Nature de garantie | Plafond de garantie par sinistre | Plafond de garantie par année |
|---|----------------------------------|-------------------------------|
| Responsabilité civile décennale pour travaux de construction non soumis à l'obligation d'assurance | 500 000 € | 800 000 € |

RESPONSABILITE CIVILE HORS RESPONSABILITE DECENNALE

| Nature de garantie | Plafond de garantie par sinistre | Plafond de garantie par année |
|---|----------------------------------|-------------------------------|
| Responsabilité civile Avant / Après réception dont : | 2 000 000 € | 2 000 000 € |
| Dommages matériels | 1 500 000 € | 1 500 000 € |
| Dommages immatériels consécutifs et/ou dommages immatériels non consécutifs | 200 000 € | 400 000 € |
| Atteinte à l'environnement | 200 000 € | 400 000 € |
| Faute inexcusable | 750 000 € | 750 000 € |
| Vol par préposé | 10 000 € | 10 000 € |

RESPONSABILITE CIVILE APRES RECEPTION, CONNEXE A LA RESPONSABILITE POUR DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

| Nature de garantie | Montant unique pour l'ensemble des garanties, par année d'assurance |
|---|---|
| • Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire | 600 000 € |
| • Dommages immatériels consécutifs | |
| • Dommages matériels aux existants | |
| Dont : dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire | dont 100 000 € pour les Dommages Intermédiaires |

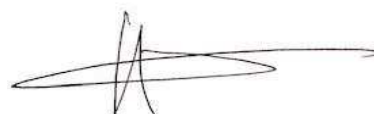
* En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Agissant pour le compte de l'assureur en vertu d'une convention de délégation de gestion.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur, conformément au Code des Assurances et sous réserve du paiement de la prime, au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Rueil-Malmaison le 21/11/2022

Pour l'assureur et par délégation
Henri LAVAURE - Directeur Général



14 Couverture

Réalisation en tous matériaux (hors structures textiles), y compris par bardeau bitumé, de couverture, vêtage, vêtüre.

Cette activité comprend les travaux de :

- Zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
- Pose de fenêtres de toit y compris exutoires de fumées,
- Réalisation sans limitation de surface par chantier, de couvertures au-delà de 900 mètres d'altitude, par double toiture ventilée ou toiture chaude type «sarking», avec étanchéité complémentaire en sous-toiture sur support continu.
- Réalisation d'isolation et d'écran sous toiture,
- Ravalement et réfection des souches hors combles,
- Installation de paratonnerres.

Cette activité comprend les travaux accessoires et complémentaire de :

- Étanchéité de toiture pour une surface maximum limitée à 150 m² par chantier par mise en œuvre de matériaux bitumineux ou de synthèse sur des supports horizontaux ou inclinés, y compris la pose du support d'étanchéité et dans la limite éventuelle fixée au procédé, la mise en œuvre de matériaux d'isolation et inclut tous travaux préparant l'application ou assurant la protection du revêtement étanche, ainsi que ceux complétant l'étanchéité des ouvrages,
- Réalisation de bardages verticaux,
- Pose d'éléments de charpente non assemblés.

SONT EXCLUS :

- × L'ISOLATION DES VÊTAGES
- × LA POSE DE CAPTEURS SOLAIRES INTÉGRÉS EN TOITURE
- × LA POSE DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUE.